



Bonjour Staff, voici votre e-revue juridique hebdomadaire IP World.

IP World offre désormais la signature électronique 100% sécurisée (Adobe Sign) à chacun de ses abonnés. C'est simple et très efficace, [cliquez-ici pour en profiter](#).

Audiovisuel | Cinéma

Crédit d'impôt pour dépenses de production déléguée

En matière de crédit d'impôt pour dépenses de production déléguée, attention à prévoir à la virgule près, le montant de la participation des aides publiques au budget de la production. Une mesure d'aide accordée à une entreprise qui aurait pour conséquence le franchissement du seuil prévu par la loi doit, sur le fondement des dispositions légales applicables, conduire à écarter le montant total de l'aide et non pas seulement la fraction excédant ce plafond. En l'absence de rehaussement, la société de production ne peut opposer à l'administration la tolérance qu'elle a prévue par instruction.

Lire



Contrat de journaliste rédacteur d'émission TV

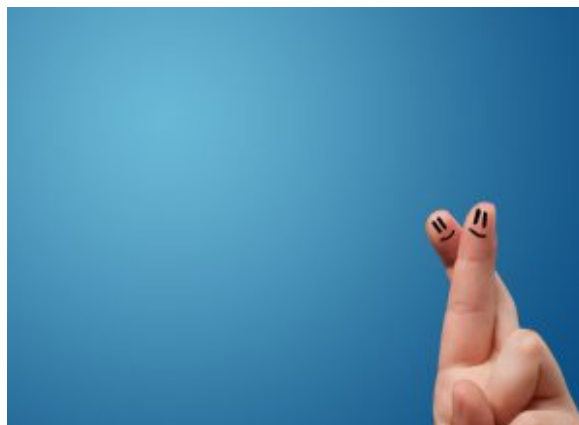


La détention d'une carte de presse ou la reconnaissance par un employeur d'un statut de journaliste ne fait nullement obstacle à ce que soit conclu un contrat à durée déterminée d'usage dès lors que l'emploi ne relève pas d'une activité permanente de l'entreprise

Lire

Exploitation fragmentaire d'un spot publicitaire

La protection d'un spot publicitaire par le droit d'auteur suppose d'apporter la preuve de son originalité, auquel cas, son exploitation fragmentaire par un tiers ne peut donner lieu à condamnation pour contrefaçon.

[Lire](#)

Production audiovisuelle : fusion des conventions collectives



Le recours de plusieurs syndicats contre l'arrêté du 9 avril 2019 de la ministre du travail portant fusion de la convention collective des artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision (IDCC 1734) et de la convention collective de la production audiovisuelle (IDCC 2642), a été rejeté.

[Lire](#)

Presse | Edition

Commentaires virulents sur Facebook : le débat d'intérêt général joue

Si des propos, portés sur une page Facebook dès lors qu'ils sont rendus publics, sont susceptibles de constituer une diffamation ou une injure prévue et réprimée par la loi du 29 juillet 1881, les abus de la liberté d'expression prévus et réprimés par cette loi ne peuvent pas être réparés sur le fondement de l'article 1240 du code civil.



Lire

Le parasitisme ne joue qu'entre professionnels



Le parasitisme peut être invoqué à titre subsidiaire pour des faits matériellement identiques à ceux allégués au titre de la contrefaçon lorsque celle-ci n'est pas retenue. Le parasitisme n'est envisageable qu'entre professionnels. Une page Facebook de contenu éditorial

Lire

Savoir-faire journalistique et originalité des articles de presse

En matière de presse, les juridictions distinguent bien le savoir-faire journalistique de l'originalité.



Lire

Marques des titres de presse : La Voix du Nord c/ La Voix d'Henin



L'atteinte à la marque (d'un titre de presse ou autres) suppose que le signe en cause soit utilisé à titre de marque. Un signe n'exerce la fonction de marque que s'il désigne des produits et services et les rattache à une origine commerciale déterminée.

Lire

Propriété intellectuelle

Œuvre contrefaisante en exposition : compétence du juge français

Le règlement UE 864/2007 du Parlement Européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (dit Rome II) prévoit en son article 8.1 que la loi applicable à une obligation non contractuelle résultant d'une atteinte à un droit de propriété intellectuelle est celle du pays pour lequel la protection est revendiquée



Lire

Action en contrefaçon sans preuve : l'abus de procès sanctionné



Conformément aux dispositions de l'article 32-1 du code de procédure civile, dans sa version applicable au litige, celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive peut être condamné à une amende civile d'un maximum de 3 000 euros, sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés.

Lire

Affaire Jeff Koons II : 200 000 euros pour contrefaçon

Après une précédente condamnation (affaire « Naked »), la société Jeff Koons et le Centre Pompidou ont de nouveau été condamnés pour contrefaçon d'une photographie créée pour une publicité de la marque de prêt-à-porter Naf-Naf ('Fait d'hiver', 1985) réalisée par Franck Davidovici.



Lire

Contrefaçon de jeu pour enfants



Les ressemblances entre deux jeux à destination des enfants ne suffisent pas à établir la contrefaçon. Le seul fait de commercialiser des produits identiques ou similaires à ceux, qui ne font pas l'objet de droits de propriété intellectuelle, distribués par un concurrent relève de la liberté du commerce et n'est pas fautif, dès lors que cela n'est pas accompagné de manoeuvres déloyales constitutives d'une faute telle que la création d'un risque de confusion dans l'esprit de la clientèle sur l'origine du produit, circonstance attentatoire à l'exercice paisible et loyal du commerce.

[Lire](#)

Camembert fabriqué en Normandie sans AOP : une mention trompeuse

Depuis le 31 décembre 2020, il a été mis fin à la tolérance administrative : la mise en exergue de la mention "fabriqué en Normandie", n'est plus possible sur un fromage ne répondant pas au cahier des charges de l'AOP.

[Lire](#)

Packaging : une protection toujours délicate



Le parasitisme comme moyen de protection d'un packaging suppose la preuve d'un comportement fautif et la copie ou l'imitation des éléments caractéristiques de la charte graphique des emballages dans l'intention de s'immiscer dans le sillage du concurrent pour tirer profit, sans rien dépenser, de ses efforts et de son savoir-faire, de sa notoriété acquise ou de ses investissements consentis

[Lire](#)

Opposition au dépôt de la marque Spartan

Le dépôt du signe complexe verbal SPARTAN MILITARY & LAW ENFORCEMENT, porte bien atteinte à la marque complexe de l'Union Européenne SPARTAN PARA. Alors qu'un faible degré de similitude entre les produits ou services désignés peut être compensé par un degré élevé de similitude entre les signes et inversement, la grande proximité entre les signes et celle existant entre les services est de nature à créer un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

[Lire](#)

Droits d'invention : redevances requalifiées en salaires



Le redressement prononcé par URSSAF contre le groupe Sanofi a été validé en cassation. L'URSSAF est en droit de considérer que les redevances versées aux ayants droit d'un inventeur - calculées en pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par la vente des produits pharmaceutiques fabriqués, pour partie,

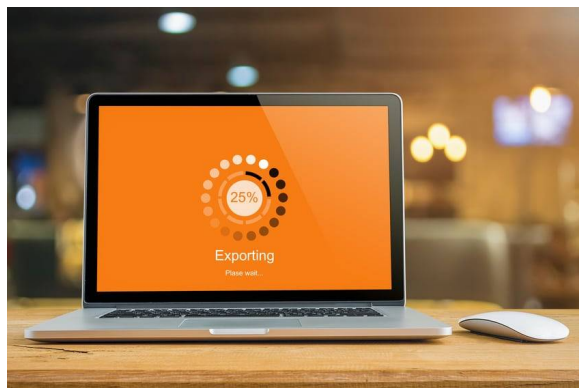
Lire

Publicité | Marketing

Publicité pour la " Fibre " : attention aux mentions impératives

Thématique : Publicité | Marketing,
Publicité trompeuse

En matière de publicité pour les offres Fibre, mieux vaut préciser la présence ou non d'une terminaison coaxiale finale. En effet, la technologie qui n'assure pas le raccordement en fibre optique de l'utilisateur final jusque dans son logement présente des performances moindres en matière de débit montant que la technologie assurant un raccordement en fibre optique de bout en bout et que ces différences peuvent être significatives pour certains usages de l'internet.



Lire

Publicité des services en ligne de Syndic de copropriété



Thématique : Publicité | Marketing,
Secteurs réglementés

Les litiges relatifs à la publicité
réglementée peuvent difficilement faire
l'objet d'un référé, ces derniers nécessitant
un débat au fond

Lire

Assurance professionnelle des agences de communication : les exclusions de garantie

Thématique : Contrat d'annonceur,
Publicité | Marketing

Agences de communication : attention aux
cas d'exclusion de garantie prévue aux
conditions générales de vos contrats
d'assurance. L'exclusion est systématique
en cas de dommages imputables à une
activité distincte de celle déclarée par le
souscripteur. Si l'activité déclarée aux
conditions particulières est celle d'une
activité d'agence de publicité, les
prestations de développement internet ne
sont pas couvertes.



Lire

Numérique | E-commerce

Editeur non professionnel de page Facebook : la LCEN exclue

L'article 6 de la loi pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN) n'est applicable qu'à l'éditeur professionnel et ne peut être appliqué à la personne physique, éditeur d'une page Facebook qui n'agit pas à titre professionnel. L'absence de périodicité des communications réalisées par l'éditeur non professionnel est un critère du statut d'éditeur professionnel.



Lire

Image incitant à la haine raciale : levée d'immunité ordonnée



La levée de l'immunité parlementaire de la députée européenne Mylène Troszczynski (Rassemblement national) a été levée. Cette dernière avait posté sur Twitter une photographie sur laquelle figurait un groupe de femmes portant un vêtement qui dissimulait la totalité de leur visage, à l'exception des yeux, et semblant attendre devant une caisse d'allocations familiales (CAF). La photographie était accompagnée du commentaire suivant : « CAF à Rosny-sous-Bois le 9.12.14. Le port du voile intégral est censé être interdit par la loi... »

Lire

Vidéos Youtube : désactivation équivaut à suppression

La Société Publique locale d'exploitation de la tour Eiffel (SETE) a obtenu la condamnation d'un groupe à supprimer trois vidéos figurant sur le site Youtube. Les vidéos dont la suppression a été ordonnée par le président du tribunal judiciaire ont été rendues inaccessibles au public, ce qui été jugé conforme à la demande de retrait prononcée.



Lire

Erreurs de cotes : responsabilité de la FDJ



A été jugée potestative et donc nulle, la clause du règlement de la Française des Jeux qui prévoit qu'en cas d'erreur manifeste portant sur tout ou partie des éléments constitutifs de l'offre de pari proposée aux joueurs au titre d'une manifestation sportive, la FDJ se réserve le droit d'annuler tout ou partie des paris, pronostics ou prises de jeu concernés. Un joueur a obtenu le paiement de la somme de 31 380 € au titre des contrats de paris conclus, outre les intérêts au taux légal.

Lire

Image | Photographie

Surveillance des manifestations par drones : l'État condamné

Le Conseil d'État a suspendu l'exécution de la décision du préfet de police de poursuivre l'utilisation de drones à des fins de police administrative dans le cadre de manifestations ou de rassemblements sur la voie publique. Il a été enjoint au préfet de police de cesser de procéder aux mesures de surveillance par drone de ces manifestations ou rassemblements, tant que n'aura pas été pris un texte autorisant la création, à cette fin, d'un traitement de données à caractère personnel.



Lire

Données personnelles | RGDP

Google : la mise en conformité imposée judiciairement

Il n'y aura pas de suspension de l'injonction faite à Google par la CNIL, de mettre en conformité ses traitements avec les obligations résultant de l'article 82 de la loi informatique et libertés. Le moteur de recherche a l'obligation d'informer ses visiteurs, au préalable et de manière claire et complète, par exemple sur le bandeau d'information présent sur la page d'accueil du site " google.fr "



Lire

Légalité de l'application mobile GendNotes



La légalité du décret du 20 février 2020 autorisant un traitement automatisé de données personnelles dénommé " application mobile de prise de notes " (GendNotes) a été confirmée par le Conseil d'Etat.

Lire

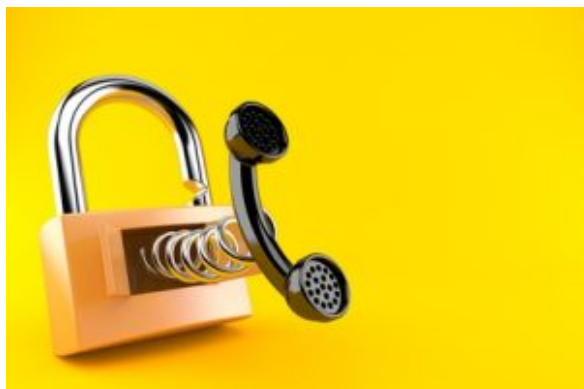
Vaccination Covid : le partenariat avec Doctolib validé

Dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19, le ministère de la Santé a confié la gestion des rendez-vous de vaccination sur internet à différents prestataires dont la société Doctolib. Plusieurs associations ont contesté sans succès cette décision aux motifs que ce partenariat avec la société Doctolib en ce qu'il repose sur un hébergement des données de santé auprès d'une société américaine le rendant incompatible avec le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGDP).



Lire

Prospection commerciale agressive : 500 000 euros de sanction CNIL

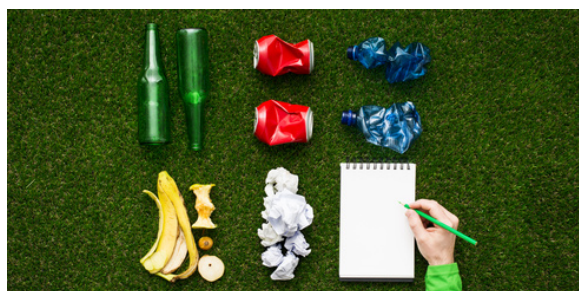


La société Futura Internationale avait, malgré une opposition à la prospection exprimée tant oralement auprès des opérateurs téléphoniques que par courrier adressé au siège de la société, poursuivi ses démarches agressifs. La CNIL a considéré que la société a commis des manquements

Lire

Déchets sauvages : droit d'accès au fichier des immatriculations

Le Décret n° 2021-285 du 16 mars 2021 permet désormais aux agents de police judiciaire adjoints et gardes champêtres d'avoir communication des informations concernant



Lire

Spectacles vivants

Contrats à Télécharger

Contrat Cadre de Fourniture et de Distribution

Contrat Cadre de Fourniture et de Distribution. Ce contrat-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Distributeur procède à la distribution, la promotion et la commercialisation sur le marché grand public français de tout ou partie des Produits et Services grand public du Fournisseur, tels qu'identifiés en Annexe des présentes (ci-après « Les Produits »). Le Distributeur dispose ...

[Lire](#)

Charte des Avis de consommateurs

Modèle de Charte des Avis de consommateurs. Cette charte encadre la publication, la validation et le contrôle des avis de consommateurs publiés sur une plateforme. Le code de la consommation (Article D111-17) stipule que les commerçants en ligne doivent préciser : s'il y a une procédure ou non de contrôle des avis ; la date de publication de chaque avis ainsi ...

[Lire](#)

QR Juridiques

Supports d'exploitation : quelles règles de répartition ?

Supports d'exploitation : quelles règles de répartition ?

[Lire](#)

Partage entre droit d'exécution publique et droit de reproduction mécanique ?

Partage entre droit d'exécution publique et droit de reproduction mécanique ?

[Lire](#)

Régime juridique des « irrépartissables » ?

Régime juridique des « irrépartissables » ?

[Lire](#)

Webradios : quelle rémunération pour l'auteur ?

Webradios : quelle rémunération pour l'auteur ?

Lire

Qu'est ce que LeakID ?

Qu'est ce que LeakID ?

Lire

[Désinscription](#) | [Gérer mon abonnement](#)

Une question ? Un juriste vous répond

08 90 32 63 01

Service 0,80€ /min
+ prix appel

Questions / Réponses juridiques de la semaine